



Déclaration liminaire de la FSU au CTSD du 6 septembre 2021

N'ayant pas reçu de documents de travail, nous ne pouvons nous exprimer dans cette déclaration liminaire sur la logique départementale qui sera mise en œuvre aujourd'hui. En revanche, nous sommes ravi-es d'avoir appris par des élu.es qu'une classe était ouverte dans une école alors même que le CTSD n'a pas eu lieu. C'est un déni des instances que nous ne pouvons que condamner. La carte scolaire ne se fait pas dans le bureau des élus mais en instances paritaires !

Par ailleurs, nous avons été étonné.es de votre participation, en pleine période électorale, dans le bulletin d'informations de la communauté de commune du Val d'Amour. Dans cet article vous instaurez le regroupement des écoles lié à la convention ruralité comme modèle unique de l'école de demain en milieu rural. Ce faisant, vous vous faites le relais de la politique des élus en place.

Côté sanitaire, nous condamnons la mise en place du passe, mesure autoritaire et excluante qui fait suite à une politique sanitaire approximative et à la poursuite de la casse du Service Public de Santé. Nous demandons que nos dirigeants fassent le nécessaire pour permettre la levée des brevets pharmaceutiques sur les vaccins qui devraient être un bien commun universel plutôt que d'imposer des mesures qui divisent et produisent de la défiance.

Côté ministère, Jean-Michel Blanquer a encore choisi cette année de préparer sa rentrée avec une agence de com' plutôt qu'avec les professionnel·les. Il a dévoilé le nouveau protocole sanitaire auprès des médias avant de le diffuser aux personnels.

Plus préoccupé par son image que par le bon fonctionnement de son administration, il met les professionnel·les en difficulté et ne répond pas avec clarté aux nombreuses sollicitations des usager·es.

Dernière rentrée pour notre ministre, et quelle rentrée ! Avant d'annoncer à la télévision que l'allocation de rentrée servait à équiper les familles bénéficiaires en écrans plats, nous avons eu droit à une leçon de laïcité teintée de racisme, à en faire pâlir la famille Le Pen et sa descendance sur plusieurs générations... Au même titre que les consonances d'un prénom ne peuvent être révélatrices d'une appartenance religieuse, le port de la barbe ne saurait être gage de sagesse et de brillance d'esprit pour celui qui la porte.

Ainsi, en plus de véhiculer des stéréotypes désobligeants, notre ministre se permet des sorties indignes s'apparentant à de la pauvrophobie concernant l'utilisation de la prime de rentrée par les familles qui en bénéficient. Si nos dirigeants étaient aussi prompts à surveiller l'utilisation des aides versées aux grandes entreprises, notre pays pourrait faire des économies substantielles et permettre à tous·tes de vivre un peu plus dignement !

Concernant nos collègues AESH, Jean-Michel Blanquer se targue d'une revalorisation salariale de ces personnels qui passe par une refonte des grilles salariales, qui, si l'on y regarde de plus près correspond à une augmentation de 233€ sur une carrière de 33 ans, soit environ 7€ par an. Cela se passe de commentaires.

Dans notre département, la fin des CAPD ajoutée à la baisse des moyens dans les services administratifs, mais aussi dans les écoles a pour conséquence que les personnels (administratifs et enseignants) se sont sentis malmenés lors de cette rentrée scolaire. Les représentant·es des personnels sont exclu·es des opérations de mouvement et de promotion, et le manque de transparence pèse sur les nominations.

Nous demandons toujours l'abrogation de la loi de transformation de la Fonction Publique.

Dès les premiers jours de cette rentrée jurassienne, nous sommes déjà témoins des conséquences de vos choix concernant les temps partiels. Des collègues sont déjà en souffrance, des équipes mises à mal et des élèves impactés. De plus, vous vous étiez engagé sur le remplacement des décharges de directeurs.trices. Nous comptons sur votre vigilance pour honorer votre engagement.

D'un point de vue plus général, la FSU demande au ministre des moyens matériels et humains pour permettre aux enseignant·es de notre pays de retrouver de la sérénité et des conditions de travail dignes, tout cela dans une crise sanitaire dont on ne voit pas le bout. Nous attendons de notre employeur qu'il nous fournisse le matériel nécessaire à notre santé ainsi qu'à celle de nos élèves. Nous demandons également un plan d'urgence pour l'éducation avec déploiement de moyens éducatifs et sociaux pour endiguer une fracture déjà bien entamée : allègement d'effectifs, postes de RASED, médecine scolaire, assistantes sociales, AESH.

Bref, nous n'attendons pas de notre ministre des mots dans la presse, mais des moyens et des actes.

C'est pour toutes ces raisons, mais aussi pour la défense de nos conditions de travail et pour une vraie augmentation de salaires et le dégel du point d'indice que la FSU, appelle tous·tes les enseignant·es à se mettre en grève et à descendre dans la rue le jeudi 23 septembre prochain.

Les représentantes du SNUipp-FSU au CTSD